

Dialogue avec André Gorz

Réédition

André Gorz et Jean-Marie Vincent

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/variations/356>

DOI : [10.4000/variations.356](https://doi.org/10.4000/variations.356)

ISSN : 1968-3960

Éditeur

Les amis de Variations

Référence électronique

André Gorz et Jean-Marie Vincent, « Dialogue avec André Gorz », *Variations* [En ligne], 17 | 2012, mis en ligne le 15 octobre 2012, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/variations/356> ; DOI : [10.4000/variations.356](https://doi.org/10.4000/variations.356)

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

Les ami•e•s de Variations

Dialogue avec André Gorz

Réédition

André Gorz et Jean-Marie Vincent

NOTE DE L'ÉDITEUR

Première publication dans Variations n°1, pp. 9-18, mars 2001.

Jean-Marie Vincent

- 1 Dans une interview récente à la revue *Blätter für deutsche und internationale Politik* (mai 2000), tu avances que la loi de la valeur est en train de perdre sa validité parce que le temps de travail est en train de perdre sa consistance ancienne, parce que du temps de non-travail (hors du procès de travail) peut apporter une contribution à la production de valeurs d'usage. Je voudrais prendre le contre-pied de ta position et défendre l'idée que l'emprise de la valeur n'a jamais été aussi forte qu'aujourd'hui. En premier lieu, il me semble que le temps de travail mesuré en heures n'a jamais été le soubassement de la théorie de la valeur. Marx dit tout autre chose, à savoir que les produits du travail prennent la forme valeur, qu'ils se représentent dans une marchandise universelle : l'argent. Autrement dit, la mesure du temps de travail ne peut pas se faire en termes non monétaires, elle est liée à un ensemble d'agencements sociaux et surtout d'opérations d'évaluation de la force de travail. Il n'y a pas mesure par le temps de travail car il n'est que le support du conditionnement des activités des salariés par le capital. L'heure de travail, le mois de travail et leur niveau de rémunération sont des moyens d'insérer les salariés dans le rapport social de production, de les mettre dans des séquences temporelles dictées par le capital. Dans ce cadre, le caractère social et combiné de leur travail est sans cesse dénié, pour être attribué au capital. À travers cela, la prestation des salariés est individualisée, ramenée à quelque chose dont l'individualité est toutefois étalonnée, hiérarchisée en fonction des impératifs de l'accumulation du capital.
- 2 Tu as tout à fait raison de souligner que la productivité physique en termes de valeurs d'usage par heure de travail physique a augmenté de façon exponentielle et qu'elle est

due pour l'essentiel à la techno-science. Cela ne veut pas dire pour autant que la forme valeur est en voie de dépérissement et que les processus d'évaluation sont en régression. Tout au contraire, il y a aujourd'hui un emballement des processus de valorisation, sous la forme d'évaluations de la compétence et des performances de la force de travail, sous la forme plus précisément de procès de valorisation et de dévalorisation accélérées du travail flexible. Dans la situation de travail, rien ne doit plus être acquis afin que le capital financier (cf. les fonds de pension) puisse affirmer sa suprématie et que les serviteurs les plus zélés (les managers dégraisseurs d'entreprise) puissent apparaître comme bien au-dessus de tout le travail intellectualisé d'aujourd'hui (celui qui est le plus difficile à précariser) par leur capacité à secouer les routines et à produire les profits les plus élevés. La valeur prétendument disparue, ou en voie de disparition, s'étale monstrueusement ! La seule chose que l'on puisse dire est que les processus de valorisation décollent de plus en plus par rapport à la matérialité de la production sociale.

—

André Gorz

- 3 D'accord, nous ne sommes pas au-delà de la loi de la valeur de façon générale. D'accord aussi que l'emprise de la valeur n'a jamais été aussi forte — autrement dit : que la monétarisation et la marchandisation s'étendent à tous les domaines, que tout — de l'éducation à la création artistique, de la maternité au sport et à la philosophie — est évalué en termes monétaires, professionnalisé, transformé en moyen de « gagner sa vie », donc assimilé à du « travail ».
- 4 Mais précisément pour cela, la résistance à cette emprise de la valeur devient de plus en plus visible, éloquente, de plus en plus de gens cherchent, par leurs pratiques, à soustraire leur vie (en entier, en Grande-Bretagne, surtout) ou une partie de leur vie et de leurs échanges, de leurs rapports à l'emprise de la valeur.
- 5 C'est le cas, entre autres, des communautés virtuelles fermées sur la base de logiciels libres, à propos desquelles Richard Bargrooke parlait d'« économie anarcho-communiste du don », d'économie de la gratuité. Les membres de ces communautés n'échappent évidemment pas dans l'ensemble de leur vie et de leurs pratiques à l'emprise de la valeur. Mais ils illustrent le fait que, lorsque le temps de circulation est réduit à zéro (cf. *Grundrisse*, p. 522), l'échange de valeurs d'usage n'a plus besoin de transiter par la forme valeur et la division du travail. Pour la plupart d'entre eux, il y a là l'amorce, le germe d'un type de socialité et de coopération fondé sur la mise en commun des savoirs et des compétences et qui doit pouvoir s'étendre. Tout ce qui entrave, contrecarre la mise en commun, l'accessibilité universelle des savoirs est à combattre : à savoir toute appropriation privée de savoirs, toute prétention à un monopole source de rente. Autre chose : ce que tu appelles l'« emprise de la valeur » n'est pas exactement la même chose que la loi de la valeur. Les stratégies d'évaluation que tu décris sont autant de manières de camoufler la crise des systèmes d'évaluation, crise dont la loi de la valeur ne sort pas indemne. Ces stratégies patronales font comme si la force de travail dans ce qui, aujourd'hui, est sa forme « simple » n'avait pas des dimensions complexes et multiples qu'il est impossible de mesurer, quantifier, homologuer. La conséquence, c'est que les systèmes d'évaluation et de rémunération portent tous la marque de l'arbitraire, apparaissent comme des affirmations violentes de la volonté de domination du capital sur une force de travail que, par ailleurs, il qualifie de « capital humain ». Incorporer le

« capital humain » au capital devient une entreprise tissée de contradictions et d'antagonismes latents. Ça rappelle un peu la thèse de Toni Negri selon laquelle la loi de la valeur, en s'éteignant, peut continuer de fonctionner comme « loi du premier commandement ». En 1983, je disais que le capitalisme peut survivre à sa mort comme pur système de pouvoir sur la vie des gens.

- 6 Je sais bien que la « loi de la valeur » et la « théorie de la valeur travail » sont des domaines particulièrement compliqués, controversés, difficiles, et que tout non-spécialiste qui s'y aventure est inmanquablement pris sous les feux croisés de marxologues en désaccord entre eux. Je prends néanmoins le risque de faire les remarques que voici.
- 7 La loi de la valeur a pour soubassement une théorie de la valeur travail dans laquelle « travail » désigne le travail simple (*einfach*) abstrait, indifférencié, indifférent à son contenu, détachable de son prestataire. Ce travail « sans plus » (*schlechthin*) est celui de la moyenne des travailleurs et non de l'un quelconque d'entre eux, et comme tel il est supposé quantifiable et mesurable en lui-même : les notions de travail nécessaire et de surtravail, sur lesquelles repose la théorie de l'exploitation, impliquent la nécessité de cette quantification.
- 8 Que celle-ci soit devenue difficile, voire impossible, n'est pas une mince affaire. La quantification des prestations de travail ne s'applique avec la force d'une évidence acceptée que pour les prestations quasi intégralement hétérodéterminées, prescrites à des travailleurs interchangeables. Or la quantification est de moins en moins acceptable quand le capital prétend s'emparer de « l'or dans la tête » des travailleurs, c'est-à-dire de leurs savoirs, capacités et compétences informelles, de leur sens de la responsabilité, leur autonomie, etc. S'emparer du capital humain c'est tout simplement s'emparer de la personne et de la vie tout entières du travailleur. Le contrat salarial le cède à un rapport de servitude. Les grilles d'évaluation des compétences, comme le montrait Jean-Pierre Le Goff (« Evaluation et manipulation », *Le Monde* du 30 mai 2000 », supplément Économie, p. X), ne sont qu'un habillage pseudo-scientifique de cette mise en servitude.
- 9 Il y a plus. Si le temps de travail dans sa forme immédiate est relayé, comme source principale de la richesse, par des capacités humaines supérieures, quel est le statut du travail de production de capacités, du travail de « production de soi » ? Si on pousse la théorie de la valeur au bout de sa logique, on considérera qu'est travail (création de valeur) toute activité qui produit de la force de travail ou, ce qui revient au même, en augmente la productivité. Marx y fait allusion en passant (p. 239-240 des *Grundrisse*). Il écrit que l'être-en-vie (*Lebendigkeit*) lui-même du travailleur est « l'objectivation du temps de travail qui a été nécessaire pour payer les produits nécessaires à son maintien en vie » (*für die Erhaltung seiner Lebendigkeit*) et que « du travail supplémentaire est objectivé dans son existence immédiate, à savoir les valeurs qu'il a consommées pour produire une capacité de travail déterminée, une qualification particulière... »
- 10 La question se pose alors : où commencent et où cessent les activités qu'il faut considérer comme du travail parce qu'elles concourent à la production de force de travail et à sa reproduction simple ou élargie ? Faut-il y inclure la maternité, le maternage, le coït, toutes les pratiques de la vie quotidienne qui développent la capacité de communiquer, l'expressivité, le jugement, l'habileté, etc., donc notamment les jeux, les sports, la réflexion, la musique, la fréquentation de théâtres, etc. ? Dans quelle mesure, l'existence du travailleur est-elle de la valeur accumulée, donc du capital fixe (humain) exigeant d'être mis en valeur ?

- 11 La question est d'une pertinence immédiate dès lors que le « travail simple » exige de plus en plus de capacités et de compétences (cognitives, langagières notamment) qui ne peuvent ni s'enseigner ni se formaliser mais s'acquièrent dans des pratiques et des interactions quotidiennes qui n'ont pas la production de valeur pour but. Quand, du point de vue du procès de production immédiat, la personne tout entière est mise au travail dans la totalité de ses capacités et que le temps nécessaire pour développer ces capacités tend à se confondre avec le temps de la vie tout entière, faut-il considérer que la vie entière est devenue travail (c'est à peu de chose près la thèse de Negri) et que, par conséquent, il n'y a plus de différence entre temps de travail et temps hors travail immédiat — le temps hors travail devant être rémunéré au même titre que le premier ?
- 12 La question a été discutée — en particulier par Muriel Combes et Bernard Aspe d'une part, moi-même d'autre part — dans le n°1 d'*Alice*. Pour les premiers, « l'instauration d'un revenu optimal garanti » à tous, inconditionnellement, tient son fondement légitime de ce que « même les individus réputés improductifs participent de fait, ne serait-ce qu'en consommant », à la production sociale et sont donc fondés à exiger une « rétribution sociale ». Il faut comprendre cette exigence « comme attaque directe de la valeur travail ». Seulement, elle n'aura ce sens d'attaque directe et de « résistance à la nouvelle forme de mobilisation totale (des aptitudes, des affects, des relations intersubjectives) » que si elle ne prétend pas tirer sa justification de la productivité indirecte des aptitudes, compétences, capacités développées dans le temps hors travail. Aussi longtemps qu'on invoque la force productive virtuelle de ces dernières pour demander la rémunération sociale des activités qui les développent, on reste sur le terrain de la valeur travail et du productivisme. Pis, on justifie le capital à exiger que le développement des capacités humaines se fasse d'emblée en vue du parti que les entreprises pourront en tirer, donc sous le contrôle de celles-ci — comme le prévoit le « contrat de multiactivité » proposé par le rapport Boissonnat.
- 13 Pour ouvrir la perspective d'un au-delà du capitalisme, pour « sortir du travail » et, comme tu récrivais déjà dans ta *Critique du travail*, pour non plus seulement « libérer la production mais nous libérer de la production » — j'aimerais bien que tu développes cela — il nous faut inverser la démarche ; il faut non plus voir le développement des capacités humaines en raison de la force productive accrue qui en résulte mais — comme cela est dit maintes fois par Marx — comme une fin en elle-même. Il faut que ces capacités — cognitives, mais aussi artistiques, réflexives, de jouissance, de loisir — puissent se développer au-delà du besoin qu'en a le procès de production immédiat, qu'elles excèdent de loin leur fonctionnalité productive, qu'elles « ne soient mesurées selon aucun étalon préétabli » (*Grundrisse*, p. 387), L'enjeu fondamental du conflit central à l'ère du « général intellect » et de « l'économie de l'immatériel » est « l'épanouissement de toutes les forces humaines comme telles », le droit à l'accès universel et illimité au savoir (*Wissen*, *knowledge*) et à la culture (*Bildung*), le refus de laisser le capital s'appropriier et instrumentaliser l'un et l'autre, en en contrôlant le mode de transmission et en en restreignant l'accès. C'est cette exigence et ce refus qui doivent fonder la revendication d'un revenu inconditionnel optimal garanti. Le dépassement de la loi de la valeur doit être une exigence présente au sein d'un procès de production qui tend à pouvoir ne plus être principalement procès de travail.

—

Jean-Marie Vincent

- 14 Tu dis dans ce même texte que la cohésion de la société est une pure formule rhétorique. Je suis tout à fait d'accord avec toi, mais j'aimerais pousser plus loin sur ce thème. Les rapports sociaux que nous vivons sont des rapports de dissociation dans la lutte pour se valoriser, dissociation entre salariés et fonctionnaires du capital, dissociation entre les salariés selon les échelles hiérarchiques du travail et du savoir, dissociation entre hommes et femmes, reviviscence à l'heure de la mondialisation des oppositions ethniques et communautaires. Les individus eux-mêmes ne sont pas unifiés, mais déchirés entre la recherche des gratifications de la valorisation et la recherche d'échanges apaisés avec les autres. Ils croient souvent vivre leur propre vie, tout en courant désespérément vers des substituts de vie (l'identification aux héros des médias, par exemple), tout en cherchant des arrangements avec la souffrance et l'intolérable. Il est vrai qu'il existe, en dehors des hommes et au-dessus d'eux, un élément de cohésion pour cette société dissociée : la marchandise universelle, l'argent, qui est, bien plus que du numéraire, la valeur des valeurs dont la possession permet de s'emparer de façon à la fois réelle et fantasmatique de tous les objets sociaux, signes d'opulence et de puissance, et de se parer de toutes les qualités humaines dont on n'est pas forcément pourvu. Celui qui a fait fortune (ou celui qui dispose dès le départ d'une grande fortune) donne à voir aux autres son excellence et son aisance avec l'instrument de domination symbolique du monde, l'argent. Il montre en même temps au tout-venant, à tous ceux qui ont un rapport besogneux, non « libre » à l'argent qu'ils ne saisissent pas la signification monétaire des relations sociales, qu'ils ne peuvent éviter les procès de dévalorisation. Cette métaphysique de l'argent, qui est aussi une métaphysique du capital, produit un monde halluciné qui balance en permanence entre la fascination pour le progrès technique perçu comme promesse de liberté et le désespoir traité aux calmants.
- 15 Tout cela pour dire que nous avons besoin d'un nouvel anticapitalisme qui comprenne que l'argent en tant que sommet des machineries du capital est ce qui fait tenir la société en la dissociant et en l'aveuglant. Contre cela, il faut produire tant du lien social que des connaissances critiques, du lien social par de nouvelles modalités d'action collective contre les contraintes du salariat (par exemple par un revenu suffisant pour tous), des connaissances critiques qui rendraient visibles les grandes machineries sociales du capital et leur emprise sur les rapports sociaux. Il faut penser autrement la transformation sociale sans se laisser prendre aux pièges de l'économisme, en comprenant qu'elle implique un autre fonctionnement de la production symbolique et de la production sociale qui rompe avec cet éternel retour du même qu'est la reproduction capitaliste.

—

André Gorz

- 16 D'accord, entièrement d'accord. La question est : sur quoi pouvons-nous nous appuyer ? On ne peut partir de rien. Il faut partir de pratiques qui cherchent à résister à l'emprise de la valeur, au règne de la marchandise, et les aider à penser jusqu'au bout les implications de l'exigence qui les porte. Doter des pratiques embryonnaires, de ces « révolutions moléculaires », d'une arme théorique.

—

Jean-Marie Vincent

- 17 Comme toi je pense que le plein-emploi est du domaine du passé et qu'il ne reviendra plus. Pour autant je ne suis pas sûr que le travail salarié va forcément régresser et de façon uniforme dans tous les pays. Il y a de fortes probabilités pour que la croissance actuelle ne dure pas et cède la place à une crise majeure. Mais on ne peut exclure qu'une telle crise redistribue les cartes, anéantisse une partie importante du capital existant et, au prix de grandes souffrances, aboutisse à la réorganisation du mode d'accumulation. Le risque de se retrouver face à un salariat encore plus éclaté et plus précarisé est très grand, mais cela ne veut pas dire que la contraction de l'emploi peut aller facilement vers de nouvelles baisses massives. La minorité des « masques de caractère » capitalistes doit continuer à exploiter de la force de travail sur une grande échelle (en particulier la force de travail intellectualisée) pour entretenir et élargir ses dispositifs d'accumulation. Cela étant tu as tout à fait raison de dire qu'il faut saisir la crise du salariat pour faire entrevoir d'autres façons de travailler et de vivre ensemble. De même, tu as tout à fait raison de t'intéresser à d'autres types d'échanges monétaires. Cela laisse toutefois complètement ouvert le problème des rapports sociaux qu'il s'agit de construire et de la politique qui peut y mener. Ta propre démarche est pragmatique, exploratoire, mais il faut sans doute donner un caractère plus systématique à nos explorations, leur donner une dimension de reconquête de l'expérience et de l'expérimentation sur les agencements des technologies unilatérales de l'information et des médias. Le monde social vécu est largement déréalisé par les mises en scène, les représentations du monde des marchandises, où les marchandises se donnent à voir comme des objets magiques qui promettent sans cesse de nouvelles satisfactions et servent de supports à l'univers fantasmagorique des images et de l'animation électroniques. Explorer, expérimenter, en ce sens, c'est restituer, en deçà et au-delà des écrans médiatiques, les relations difficiles, souvent dramatiques que l'on entretient au quotidien avec les dispositifs du travail (subordination, emploi, chômage), avec les autres et soi-même. C'est à partir de là que l'on peut récuser les artefacts produits par la valeur qui se valorise et jeter sur le monde un regard différent pour agir différemment. Il faut donc constamment être en porte à faux, en décalage par rapport à la société capitaliste marchandisée, à son double médiatique et à sa politique économiste. De ce point de vue, le thème de José Bové « le monde n'est pas une marchandise » n'est pas un mauvais début.

—

André Gorz

- 18 Au sujet de la régression du travail salarié, quelques données :
1. La population active mondiale est actuellement de 2550 millions de personnes, dont entre 600 et 800 millions de chômeurs. Elle sera de 3700 millions de personnes en l'an 2025 (selon la Banque mondiale). Ça me paraît improbable que la proportion des salariés puisse augmenter dans ces conditions, et probable que « l'économie populaire », dite informelle, se développera dans des formes qui surprendront.
 2. Aldo Bonomi dans *Il Capitalismo molecolare* décrit la décomposition, atomisation, dissolution et dissémination du travail sur des « usines territoires » où s'interpénètrent précaire et indépendance, auto-valorisation et servilité, temps partiels et télétravail, coopératives, détenteurs de plusieurs emplois au noir, sous-traitants à la chaîne. Au total, onze millions de travailleurs « atypiques », soit la moitié de la population active.

3. Eric Dexler, l'un des trois principaux pionniers des nanotechnologies, estime que d'ici vingt ans on disposera d'« assembleurs moléculaires » qui, sur la base de logiciels comparables à un génome, feront quasiment pousser, naître, croître tous les produits petits ou grands pour un coût à peu près égal au coût actuel du bois. Ce n'est ni un illuminé, ni un rêveur. Peut-être pourra-t-on un jour lire ses livres (ainsi que ceux de Kierzweil, de Morawec) en français. J'oubliais : les assembleurs moléculaires sont à la portée d'à peu près tout le monde.

—

Jean-Marie Vincent

- 19 Dans l'interview aux *Blätter*, tu fais remarquer que la sociologie n'est pas une science positive et que les sociologues ne sont pas des observateurs neutres, mais bien des intervenants dans les débats de la société. Il devient alors important de se poser la question : « À quelles conditions, la sociologie peut-elle apporter une contribution à la lutte pour la transformation de la société ? » Il ne manque aujourd'hui pas de sociologues critiques, clairement opposés aux rapports sociaux capitalistes. Il reste à se demander si leurs critiques sont adéquates, si elles vont assez loin. Pour beaucoup d'entre eux les rapports sociaux sont largement fonction du développement et de la transmission dans les comportements. Assurément les productions idéologiques ne sont pas sans effets, mais encore faut-il qu'elles tombent sur des terrains fertiles, réceptifs à leurs messages. C'est précisément de tels terrains que préparent les agencements du capital, ces cristallisations de formes sociales objectivées (le capital, l'argent, les marchés) en polarisant des volitions, des cognitions, des réactions, en fixant des limites aux actions des individus. Cela ne veut, certes, pas dire que les individus et leur subjectivité sont complètement déterminés par les mouvements de la valorisation, mais cela implique que, dans la normalité du système, ils ne sont pas libres, qu'ils se heurtent sans cesse à des barrières, lorsqu'ils veulent sortir d'un univers confiné et étouffant. Comme le dit Simmel dans son grand livre *La Philosophie de l'argent*, il y a un décalage profond entre objectivité sociale et subjectivité, et dans la culture, une croissance de la culture des choses et des objets (socialement constitués) et une stagnation de la culture des personnes. L'individualisme actuel n'est pas le fait de subjectivités riches de connexions multiples et librement établies au monde, mais le fait de subjectivités pauvres ballottées par des connexions et des communications difficiles. Sans doute les potentiels de la subjectivité ou plus précisément des subjectivités d'aujourd'hui sont-ils grands. Leur actualisation reste toutefois, dans les circonstances actuelles, particulièrement aléatoire ; c'est me semble-t-il ce que tu montres bien dans *Misères du présent. Richesse du possible*.

INDEX

Mots-clés : critique du travail, correspondance, artistes, socialisme vert, travailleurs culturels, Wertkritik, Gorz André, dialogue, Vincent Jean-Marie, écologie, modèles alternatifs, Marx Karl, penser le Capital, ethos du travail, Eglise Orthodoxe, salariat, domination